

-Nous ne voulons pas d'échelle mobile calculée sur la base des 259 articles du gouvernement, mais sur la base des indices des organisations ouvrières contrôlés et discutés par les travailleurs dans le syndicat.

2) Refus de l'intensification des cadences

Si le patron accélère le rythme de travail, ralentissons la production par des arrêts de travail quotidiens. Ripostons à l'augmentation des cadences par la diminution du temps de travail.

Suivons l'exemple de ces travailleurs italiens de la sidérurgie qui, considérant qu'ils n'étaient pas assez nombreux pour faire marcher 5 fours en arrêtèrent un, ou l'exemple de ceux de Cokrill-Ougrée en Belgique qui, après avoir déterminé le nombre de travailleurs nécessaires pour faire x coulées, diminuent le nombre de coulées s'ils ne sont pas assez nombreux.

-Non au salaire de rendement !

-Primes de production égales pour tous, intégrées au salaire de base !

3) La garantie de l'emploi.

-Dans la Fonction Publique, nous réclamons la titularisation garantie dès l'embauche.

-Pas de contractuels, pas de temporaires.

-A travail égal, salaire égal, statut égal.

-Mensualisation immédiate et pour tous, sans clause d'ancienneté, et sans restriction.

-Retour aux 40h. tout de suite, ce qui donnerait du travail à de nombreux chômeurs.

-En cas de licenciement, reclassement dans la région, avec le même salaire ; recyclage aux frais de l'Etat et garantie du nouvel emploi au minimum pour 5 ans

En fait, la lutte contre :

-L'augmentation des prix

-l'accélération des cadences

-l'accroissement du chômage,

attaque directement les profits capitalistes et ne peut que porter l'affrontement à un niveau supérieur : à cette nouvelle étape de la lutte, caractérisée alors par un approfondissement de la crise, un degré supérieur de mobilisation et de radicalisation de la classe ouvrière, l'élévation de son niveau de conscience, les militants révolutionnaires tentent d'impulser l'apparition d'un contre-pouvoir des travailleurs :

-par la création de comités qui, comme en 1945 contrôlent les prix

-par l'élection de délégués d'ateliers ayant le droit de veto sur les cadences, les mutations comme en Italie

-par la création de conseils de délégués élus, exerçant un droit de veto sur les licenciements avec partage du temps de travail entre tous les travailleurs sans diminution de salaire. (1).

Les organismes de démocratie prolétarienne qui se constituent sont l'ébauche du futur pouvoir ouvrier et ouvrent la crise révolutionnaire. L'action du prolétariat converge alors vers le contrôle ouvrier : l'ouverture des livres de compte, le contrôle de la gestion, de l'organisation du travail... Les travailleurs se rendent compte qu'ils n'ont pas besoin de patrons pour faire marcher l'usine mais que la conquête du pouvoir dans l'usine seule ne suffit pas et se pose alors le problème décisif du pouvoir central, des voies insurrectionnelles pour l'instauration de la dictature du prolétariat.

E) Quelques grèves exemplaires.

Les militants révolutionnaires ne sont pas devins. Ils puisent dans l'histoire du mouvement ouvrier les formes de lutte les plus

efficaces et les plus éducatives et tentent de les populariser. Nous ne faisons qu'évoquer ici quelques unes de ces grèves caractéristiques de la période actuelle qui devraient faire l'objet d'une propagande spécifique (brochure, par exemple).

A) quelques formes de lutte.

1) Les grèves-bouchons :

La grève des affûteurs à Cléon, de la Sollac, celle du bâtiment GG à Renault-le-Mans, permettent en bloquant un secteur de l'entreprise de désorganiser la production, mais elles doivent être popularisées et expliquées auprès des autres travailleurs afin de généraliser la lutte à partir des secteurs combatifs, et d'éviter que la mise au chômage technique par le patronat ne divise les travailleurs.

2) La réduction de la production

comme à Lacq où les travailleurs ont maintenu la production de gaz au minimum. Grève particulièrement efficace parce qu'elle peut éviter le lock-out et permet aux travailleurs de tenir longtemps.

-De même, le « tam-tam » à Sud-Aviation Toulouse : les travailleurs arrêtent le travail quinze minutes toutes les heures pour taper : l'ensemble des travailleurs tape et la production baisse.

-Les grèves tournantes « articulées » comme elles ont eu lieu en Italie, déclenchées à l'improviste et successivement dans différents ateliers.

3) Dans le secteur hospitalier

où la grève sous forme d'arrêt de travail est impossible, la grève administrative avec consultations et soins gratuits qui lèse l'administration mais jouit d'une grande popularité auprès des malades.

4) L'extension du mouvement, sa popularisation

-dans l'entreprise : lors des grèves italiennes, les travailleurs organisèrent des défilés en cortège dans l'usine pour propager la lutte d'atelier en atelier : les cortèges ont souvent dû affronter les attaques des gardes de l'usine ou se sont terminés par l'assaut des bureaux des directeurs.

-Dans la région, face au lock-out, en tentant de coordonner la lutte et en organisant la solidarité dans les autres entreprises.

-A l'échelle internationale : nous ne pouvons faire qu'un travail d'information pour l'instant (2), mais il ne faut pas manquer l'occasion de la faire (cf. l'utilisation de la déclaration du S.U. sur la fourniture de charbon par l'URSS à l'Espagne pendant la grève des Asturies)

-chaque fois que cela est possible, il faut associer la population à la lutte : lors de la grève du BHV à Garges, la grève des achats fut un succès et elle vient d'être reprise à St Etienne où les employés des Nouvelles Galeries qui luttent pour une augmentation uniforme ont invité par tract la population stéphanoise à faire la grève des achats.

-Utiliser le milieu étudiant pour les collectes, etc. comme ce fut fait lors de la grève des PUF ou en Belgique, par la JGS lors de la grève du Limbourg.

B) le contrôle de la grève et de la négociation

Nous ne revenons pas ici sur le rôle du comité de grève rappelé plus haut. Soulignons simplement qu'à Sambre et Meuse, alors que la direction exigeait la venue du syndicat à Paris pour y négocier, les travailleurs imposèrent la venue sur place de la direction de l'entreprise afin d'avoir un droit de regard immédiat sur les tractations.

-A Kiruna, en Suède, les ouvriers refusèrent d'envoyer un délégué à Stockholm : c'est la direction des usines LKAB qui dut se transférer à Kiruna pour discuter avec les grévistes.